



3 / 2021

Renforcer la formation professionnelle duale au lieu de diluer la formation gymnasiale

08.03.2021

L'essentiel en bref

En matière de formation, la Suisse offre aux jeunes un large éventail de possibilités de qualité. Les deux tiers environ des jeunes s'orientent vers un apprentissage, sachant qu'il en existe avec des profils d'exigences différents. Grâce à un large éventail d'offres de formation professionnelle supérieure et de hautes écoles spécialisées et grâce aux passerelles entre les unes et les autres, aucune formation ne se termine dans une impasse. Contrairement à beaucoup d'autres pays, en Suisse l'apprentissage est tenu en haute estime et représente une très bonne alternative aux écoles gymnasiales pour des écoliers ambitieux. Dans le système de formation suisse, la majorité des jeunes peuvent suivre une formation qui correspond dans une large mesure à leurs préférences et à leurs compétences. Cela nous amène à une chose cruciale pour la motivation: le sentiment d'être au bon endroit et de faire quelque chose qui nous fasse évoluer dans la direction souhaitée. Une activité qui ne nous stimule pas suffisamment, est en effet aussi mauvaise que des tâches trop exigeantes. C'est uniquement lorsqu'on s'intéresse à une activité et qu'on relève des défis qu'on apprend de manière durable.

L'économie bénéficie aussi largement du système de formation dual suisse qui s'appuie sur une formation académique de renommée internationale ainsi que sur une formation professionnelle directe, axée sur la pratique et répondant aux besoins des entreprises. La grande qualité de la formation professionnelle représente un pilier fondamental de la capacité d'innovation et de la performance de l'économie suisse, et garantit la présence de spécialistes et de cadres qualifiés. Nous devons absolument préserver ces atouts, car ils offrent la bonne réponse aux changements rapides du marché du travail.

Répondre aux défis à venir en facilitant l'accès aux écoles gymnasiales serait, par contre, une erreur avec de graves conséquences pour l'ensemble du système de formation suisse. La qualité de la formation en pâtirait, le libre accès aux hautes écoles serait remis en question et l'égalité des chances serait réduite. Il faut au contraire améliorer la qualité des formations et renforcer la formation professionnelle. De plus, chacun et chacune doit veiller à entretenir constamment son employabilité. Pour ce faire, des offres appropriées doivent être disponibles

auprès des hautes écoles, notamment pour la formation continue.

Renforcer l'ensemble du système de formation suisse est la meilleure chose à faire pour se préparer au monde du travail de demain. Monter des filières de formation les unes contre les autres n'aurait pas de sens. Les écoles gymnasiales et l'apprentissage sont des options équivalentes en termes de formation, qui offrent toutes deux de nombreuses possibilités d'évolution. Leur combinaison est le meilleur moyen de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Contact et questions

Prof. Dr. Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction

www.dossierpolitik.ch

Position d'economiesuisse

- economiesuisse s'oppose à une augmentation générale de la proportion d'élèves qui font une maturité gymnasiale. L'école gymnasiale et l'apprentissage sont des options équivalentes en termes de formation.
- Il faut renforcer la formation professionnelle en préservant la perméabilité des filières et en associant les parents au cours obligatoire d'orientation professionnelle.
- La transparence doit être établie en ce qui concerne la qualité de la formation gymnasiale et il faut l'améliorer résolument là où elle est encore insuffisante – notamment dans les matières MINT et la langue d'enseignement. Cela est nécessaire pour le libre choix des études et des hautes écoles de qualité.
- Dans l'éventualité d'une hausse de la proportion d'écoliers s'orientant vers une école gymnasiale, le système de formation perdrait de sa proximité avec le marché du travail – cela vaut aussi pour les écoles secondaires spécialisées. C'est pourquoi economiesuisse préconise de supprimer les écoles de culture générale à orientation économique et de proposer les formations concernées dans le cadre de la formation professionnelle duale.
- L'apprentissage tout au long de la vie doit être encouragé par tous – les travailleurs, les employeurs et l'État.

Introduction

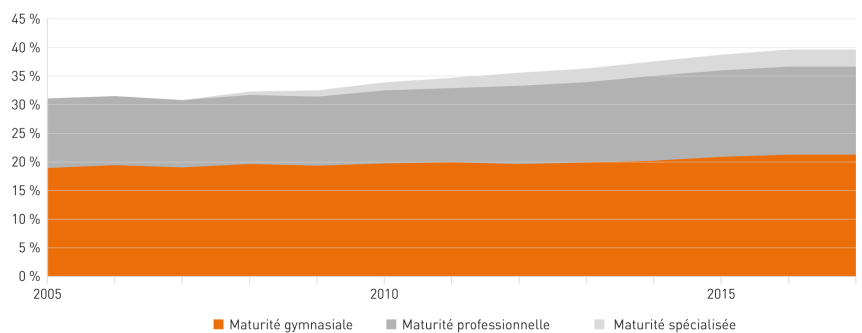
La numérisation du monde du travail entraîne de nombreux changements. Le bouleversement à l'œuvre concerne non seulement nos outils de travail mais aussi les exigences à l'égard des personnes. Selon des enquêtes, quelque 90 000 petites et moyennes entreprises suisses sont déjà confrontées à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée [1]. Les enquêtes sur le sujet révèlent que, dans le contexte de l'évolution technologique, ce sont en particulier des spécialistes qualifiés diplômés du degré tertiaire qui sont demandés – une tendance qui s'accroît. La compréhension analytique, la créativité, l'innovation et des compétences interdisciplinaires seraient de plus en plus importantes sur le marché du travail de demain.

La proportion de jeunes qui terminent une école gymnasiale est restée relativement stable ces dernières années – aux alentours de 20% (figure 1). Il n'en reste pas moins que les écoles gymnasiales jouissent d'une popularité grandissante, comme le montre la progression annuelle du nombre d'élèves se présentant au test d'admission pour le gymnase dans le canton de Zurich, par exemple. De même, on observe une hausse relativement marquée de la proportion d'étudiants titulaires d'une maturité spécialisée. En même temps, de nombreuses branches en Suisse ont du mal à embaucher un nombre suffisant d'apprentis. Dans une enquête de la Confédération, un peu moins de la moitié des jeunes interrogés (48%) ont déclaré être intéressés par un apprentissage [2].

Figure 1

Jeunes avec une maturité à l'âge habituel d'obtention

► En %



Source: Office fédéral de la statistique (2019)
www.economiesuisse.ch

La formation professionnelle duale et les écoles gymnasiales sont fondamentalement équivalentes. Cela dit, les deux filières placent des accents différents et n'offrent pas la même préparation au travail pratique. Les écoles gymnasiales sont davantage académiques, transmettent moins de connaissances pratiques, mais abordent de vastes domaines d'étude et proposent un approfondissement théorique. Elles préparent les jeunes à une formation

académique et leur permet d'entrer à l'université généralement sans examen. Quant à l'apprentissage, qui combine théorie et pratique, il ouvre la voie à des formations continues de tous niveaux. Au terme d'un apprentissage, un jeune peut choisir de poursuivre une formation dans son domaine de spécialisation ou d'acquérir des compétences de direction via une formation professionnelle supérieure. Les titulaires d'une maturité professionnelle peuvent aussi approfondir leurs connaissances spécialisées dans une haute école ou se former dans un autre domaine.

Au vu des possibilités, la popularité grandissante des écoles gymnasiales pose des questions: pour beaucoup, une maturité professionnelle et une haute école spécialisée semblent être le deuxième choix par rapport à une formation académique classique. Pour beaucoup, les écoles gymnasiales sont ainsi considérées comme la voie royale. Mais est-ce vraiment la base la plus adaptée pour développer les meilleurs atouts afin de relever les défis à venir?

Dans les chapitres suivants, nous examinons les conséquences d'une augmentation du taux de maturités pour la Suisse – et si le système de formation offre d'autres moyens de préparer les jeunes de manière optimale au marché du travail de demain.

Augmenter le taux de maturités renferme de nombreux risques

Les experts sont loin d'être unanimes sur la question du taux de maturités «approprié». Alors que certains souhaitent qu'il reste au niveau actuel, d'autres réclament une augmentation substantielle du nombre de diplômes gymnasiaux. Ces derniers se réfèrent souvent à l'idéal d'éducation humaniste: l'acquisition d'une profonde maturité sociale, d'une autonomie personnelle et d'une vaste culture générale. Il n'y a pas grand-chose à redire à ces objectifs, bien au contraire. Ces compétences ne seront pas moins recherchées à l'avenir. Cependant, des questions importantes se posent: que se passerait-il si un nombre nettement plus important d'écolières et d'écoliers optaient pour la voie gymnasiale? Cela leur permettrait-il de tous bénéficier d'une formation correspondant à leurs aptitudes? Et seraient-ils ainsi mieux préparés au marché du travail du futur?

→ **La politique de la formation de plusieurs cantons se traduit aujourd'hui déjà par une augmentation du taux d'abandon dans les écoles gymnasiales et les universités. Cela a un coût élevé et relègue de nombreux jeunes au rang de perdants.**

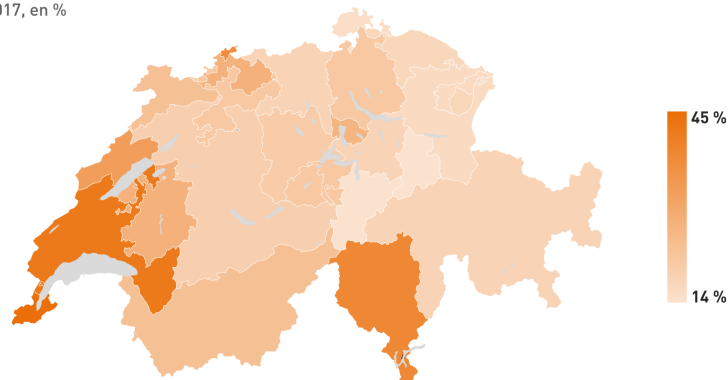
La qualité de l'enseignement gymnasial en pâtirait

Les différences cantonales constituent une bonne base pour analyser cette question: la proportion de jeunes fréquentant une école gymnasiale est très variable (cf. figure 2). À Genève, 45% des jeunes ayant achevé leur scolarité obligatoire, soit près de la moitié, ont poursuivi leurs études dans une école gymnasiale. Le taux de maturités est également élevé dans les cantons de Vaud, du Tessin et de Bâle-Ville. Le tableau est radicalement différent dans les cantons d'Uri et de Glaris, où ce taux est trois fois moins élevé et ne dépasse pas 14%.

Figure 2

Proportion de jeunes en première année du gymnase

► En 2017, en %



Source: Office fédéral de la statistique (2019)
www.economiesuisse.ch

Un nombre élevé de gymnasiennes et gymnasiens, comme à Genève, reflète les préférences en matière de politique de formation. Les facteurs économiques et socioculturels jouent un rôle important en la matière. Mais un accès plus facile aux écoles gymnasiales et un taux de maturités plus élevé ont des conséquences sur la qualité de l'enseignement, comme le montrent les chiffres du rapport sur l'éducation de 2018:

- **Diminution du taux d'obtention du diplôme gymnasial:** Dans les cantons avec une forte proportion de passages aux écoles gymnasiales, un nombre plus important de jeunes abandonnent leurs études. À Genève, près de la moitié des jeunes quittent l'école gymnasiale au cours de la première année. D'autre part, un nombre plus important de jeunes redoublent. C'est le cas de plus d'un cinquième des gymnasiens tessinois. Néanmoins, le taux de maturités tend globalement à être plus élevé dans les cantons avec une proportion plus élevée de passages à une école gymnasiale.
- **Augmentation du taux d'abandon à l'université:** Pas plus que des taux d'entrée élevés, les taux de maturités ne permettent pas de tirer des conclusions sur l'aptitude aux études des jeunes. Il n'en reste pas moins que la plupart des adolescents qui abandonnent leurs études vivent dans des cantons avec un taux de maturités élevé. Selon le dernier rapport sur l'éducation, le taux d'échec à l'université est deux fois plus élevé dans les cantons où le taux de maturités est supérieur à 20%. Les résultats de l'étude EVAMAR-II soulignent aussi la corrélation négative entre le taux d'obtention de la maturité et le niveau d'éducation ^[3].

→ Une augmentation du taux de maturités est préjudiciable à l'objectif principal de l'aptitude générale aux études

Le taux d'abandon et de redoublement engendre des coûts directs pour la société. En outre, l'entrée sur le marché du travail est retardée et plus difficile pour les personnes concernées. Plus le taux de maturités est élevé dans un canton et donc plus la proportion d'apprentissages est faible, plus la proportion de jeunes au chômage ou qui doivent recourir à l'aide sociale est généralement importante. À relever que tous les chiffres sont avant tout indicatifs et ne sont pas des relations de cause à effet. Cependant, la tendance est claire: la qualité de l'enseignement

gymnasial diminue avec l'augmentation du taux de maturités et le succès sur le marché du travail est moindre. Faciliter l'accès aux écoles gymnasiales est donc en contradiction avec l'un des principaux objectifs de l'enseignement secondaire: l'acquisition de l'aptitude générale aux études supérieures.

→ Une forte augmentation de la demande obligerait les universités à introduire des tests visant à établir l'aptitude aux études.

Le libre choix des études menacé

Reflète du taux d'abandon élevé, les universités déplorent de plus en plus souvent le niveau insuffisant des titulaires de maturité, lequel va de pair avec l'augmentation constante du nombre d'étudiants de première année dans certains domaines. Les filières particulièrement populaires – les sciences économiques ou la psychologie, par exemple – ont réagi en introduisant une année d'évaluation ou en durcissant les exigences. Selon les établissements concernés, une sélection rigoureuse serait nécessaire pendant la première année pour éconduire aussi rapidement que possible les étudiants n'ayant pas des aptitudes suffisantes. La sélection à proprement parler serait ainsi reportée à la fin de la première année d'études. Si les universités doivent accroître le taux d'échec pour garantir la qualité, cela est d'une part onéreux et frustrant pour les étudiants et, d'autre part, problématique pour les établissements et leur réputation.

Une personne peut actuellement choisir librement une branche, quelle que soit la filière qu'elle a suivie précédemment dans l'une des quelque 160 écoles gymnasiales, et entamer ses études sans examen d'admission. La faculté de médecine constituant une des exceptions. Cela signifie que 80% environ des étudiants suisses fréquentent une université figurant parmi les 200 meilleures du monde. Le libre choix des études et des universités est unique en comparaison internationale. Une augmentation du taux de maturités lui serait préjudiciable. Dans de nombreux pays, c'est la note d'examen du certificat de maturité qui constitue en effet le principal critère d'admission, en Allemagne par exemple, où la note à la maturité est déterminante pour l'inscription à l'université et le choix des branches. Les places d'études sont ensuite généralement attribuées par un organisme central. En Autriche, l'accès aux filières d'études attirant le plus de candidats est limité (notamment la médecine, la biologie et les sciences économiques). La procédure de sélection est cependant organisée de manière décentralisée par les universités; la méthode de sélection n'est pas prescrite.

→ L'abandon du droit d'accès général aux études supérieures éliminerait le privilège décisif des gymnasien.

Dans de nombreux pays, la grande majorité des adolescents vont au gymnase. En France, plus de 80% des jeunes d'une même année obtiennent un bac. Aux États-Unis aussi, le «high school diploma» est la règle. Ces diplômes du degré secondaire ne donnent cependant pas automatiquement le droit d'entamer des études comme cela est le cas en Suisse. Pour être admis dans une haute école, le candidat doit passer un test d'aptitude et le choix des branches dépend d'autres critères (numerus clausus), notamment des matières étudiées au niveau gymnasial. En cas d'augmentation substantielle du taux de maturités, une telle procédure serait également incontournable pour les universités suisses afin qu'elles puissent maintenir leurs exigences de qualité.

→ Un élément de différenciation essentiel entre les universités et les hautes écoles spécialisées serait dilué.

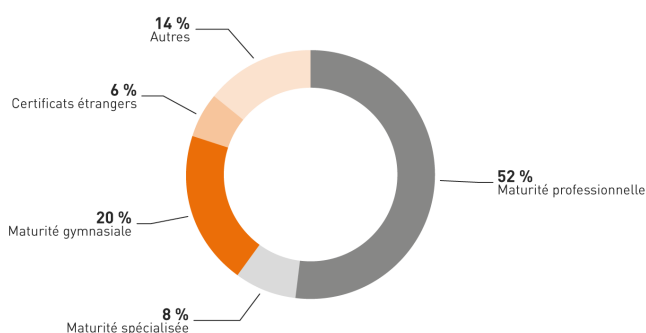
Dilution du profil des hautes écoles

Un taux de maturités plus élevé aurait également des conséquences négatives pour les hautes écoles spécialisées. Aujourd'hui déjà, la moitié des étudiants de première année entrent dans une HES avec des certificats d'admission autres que la maturité professionnelle (cf. figure 3). La proportion de titulaires d'une maturité gymnasiale est remarquablement élevée, en particulier dans les filières sociales et artistiques. Dans la mesure où il n'existe pas d'apprentissages en amont et d'alternatives universitaires, cela est assurément souhaitable dans ces domaines d'études. La situation est cependant tout autre pour les cursus dont le point de départ est un apprentissage. L'expérience pratique constitue ici la condition décisive. Un plus grand nombre de titulaires de maturité et des conditions d'admission strictes à l'université se traduiraient toutefois inévitablement par une proportion plus élevée de diplômés d'admission gymnasiaux dans d'autres disciplines également, cela au détriment d'une pré-socialisation professionnelle, qui constitue justement un facteur de succès important des hautes écoles spécialisées. Il en résulterait une nouvelle érosion du profil de l'actuel système suisse de hautes (cf. encadré). Deux éléments centraux de différenciation des hautes écoles spécialisées s'en trouveraient ainsi affaiblis: la proximité et le lien avec la pratique professionnelle. Ces écoles risqueraient alors d'être perçues comme des universités de moindre qualité.

Figure 3

Entrants au niveau bachelor, ventilés en fonction de leur certificat

► En 2017, en %



Source: Office fédéral de la statistique (2019)
www.economiesuisse.ch

Quelles sont les caractéristiques du système suisse des hautes écoles?

La Suisse dispose d'un système universitaire équilibré: d'un côté, les hautes écoles universitaires traditionnelles, dont l'accès est généralement possible sur la base d'une formation antérieure de nature générale (maturité gymnasiale) et, de l'autre, les hautes écoles spécialisées. Ces dernières proposent une formation orientée pratique avec un rapport étroit à la pratique et exigent, en plus de la maturité (gymnasiale, professionnelle ou spécialisée), une expérience professionnelle ou du monde du travail (apprentissage, stage, par exemple) pour y être admis. Les différents types d'établissements de l'enseignement supérieur – universités, hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques – présentent des caractéristiques différentes mais sont équivalentes. Les diplômes de bachelor et de master sont délivrés par tous les types d'établissements

d'enseignement supérieur, alors que les titres de doctorat ne sont délivrés que par les universités.

→ L'apprentissage constitue la première étape de nombreuses carrières couronnées de succès.

Une augmentation du taux de maturités réduirait l'attrait de l'apprentissage

Un taux de maturités plus élevé risque d'entraîner une dilution des profils des hautes écoles qui serait lourde de conséquences. Car contrairement à ce qu'on peut observer dans de nombreux autres pays, l'entrée précoce dans la vie professionnelle ne mène pas à une impasse en Suisse. Bien au contraire: en Suisse, l'apprentissage constitue un point de départ équivalent pour une carrière couronnée de succès. La formation professionnelle est valorisée sur le marché, comme en témoignent notamment les salaires versés aux diplômés des hautes écoles spécialisées. Au terme de leurs études de bachelor, ces derniers reçoivent un salaire d'un niveau comparable à celui des diplômés universitaires titulaires d'un master, voire souvent même plus élevé. Ils gagnent autant malgré une formation nettement plus courte. En outre, ils ont déjà reçu une rémunération pendant leur apprentissage. Les perspectives d'emploi des apprentis sont également souvent meilleures que celles des diplômés universitaires. Il existe naturellement de grandes différences selon la filière, mais l'expérience pratique accrue a un effet clairement positif, surtout au début du parcours professionnel. Les résultats d'études menées à l'Université de Zurich, qui montrent qu'une entrée plus précoce sur le marché du travail a un effet positif sur la capacité d'innovation, sont tout aussi intéressants [4].

Tableau 1

Situation professionnelle des titulaires d'un diplôme de haute école en fonction de l'expérience

► Pour les diplômés obtenus en 2012 et 2016

	Taux de chômage		Revenu médian	
	En %		En francs	
	1 ^{ère} année	5 ^e année	1 ^{ère} année	5 ^e année
Université	4,8	3,2	76 000	94 000
Haute école spécialisée	4,1	2,0	76 900	86 700

Source: Office fédéral de la statistique (2019)
www.economiesuisse.ch

→ L'apprentissage risque d'être évincé par les écoles secondaires.

La situation est tout autre dans les pays comptant de nombreux diplômés d'écoles secondaires: ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire, aux États-Unis ou dans de nombreux pays européens par exemple, rencontrent généralement des difficultés à trouver un emploi. Même en Allemagne, on observe une ségrégation: les plus doués vont au gymnase, les plus faibles optent pour un apprentissage. En Suisse également, un accès facilité aux écoles gymnasiales risquerait de marginaliser l'apprentissage en tant que formation équivalente et de le rendre inintéressant pour les jeunes doués. L'économie perdrait ainsi un accès important à une main-d'œuvre bien formée et disposant d'une expérience pratique.

Notre système de formation dual est une réussite absolue et une augmentation générale de la proportion d'élèves s'orientant vers une école gymnasiale constituerait donc un mauvais signal. En effet, l'apprentissage est déjà sous pression. Selon le portail cantonal des places d'apprentissage orientation.ch, quelque 8500 places d'apprentissage étaient encore vacantes en août 2020, au début de la nouvelle année de formation. Selon les sondages, un peu moins de la moitié seulement des adolescents souhaitent encore entreprendre un apprentissage et leur proportion est en légère baisse. Le prestige social est la raison la plus souvent invoquée ^[5]. En conséquence, de nombreuses places d'apprentissage ne sont plus attribuées aux jeunes qui achèvent normalement leur scolarité car les entreprises – comme on peut déjà l'observer dans une certaine mesure dans le canton de Genève – commencent par attendre les jeunes qui ont abandonné le gymnase. Ce n'est ni efficace ni efficient, et pas seulement en période de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Il est donc important d'informer les écoliers plus en amont des excellentes opportunités professionnelles qui s'offrent aux titulaires d'un CFC.

→ **L'égalité des chances signifie qu'il existe des parcours professionnels différents pour des compétences différentes.**

L'égalité des chances diminuée

Les partisans d'une augmentation du taux de maturités ne font pas valoir en premier lieu le manque de travailleurs qualifiés, mais pointent aussi le faible taux suisse, une situation presque unique en comparaison internationale. Ils considèrent que la sélection actuelle est «socialement injuste». Comprendre l'égalité des chances comme une augmentation drastique du taux de maturités est cependant un raisonnement un peu simpliste, et ce pour différentes raisons. La sélection ne disparaîtrait pas, mais aurait lieu à un autre niveau. Une augmentation du taux de maturités ne contribuerait pas à l'égalité des chances, permettant à chaque jeune de se former dans les domaines correspondant à ses aptitudes et à ses ambitions. Il faut donc aussi se demander si une telle exigence correspond vraiment à l'idéal d'éducation humaniste.

En Suisse, la plupart des jeunes trouvent une offre de formation de qualité en fonction de leurs intérêts et de leurs aptitudes – l'apprentissage joue ici le rôle le plus important. Dans les pays ne proposant pas d'apprentissage, soit un *numerus clausus* empêche le libre accès à l'université, soit la qualité de la recherche et de l'enseignement des universités «de masse» est souvent trop faible par rapport aux exigences du monde du travail. Ceux qui ne peuvent pas entrer dans une université privée en raison de leur situation socioéconomique sont donc confrontés à un problème. Dans les pays du sud de l'Europe, par exemple, le chômage des jeunes est élevé et on observe en même temps une pénurie flagrante de travailleurs qualifiés (cf. figure 4). Une comparaison internationale qui porte uniquement sur le taux de formation tertiaire n'est donc pas pertinente.

→ **La perméabilité est la condition la plus importante pour garantir l'égalité des chances.**

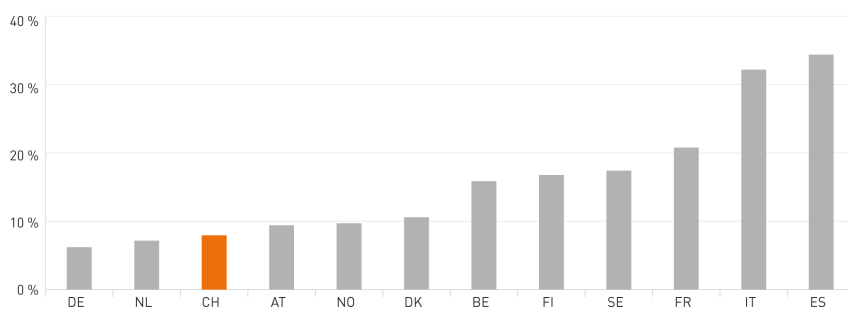
Même avec le modèle des écoles professionnelles à temps plein, le risque est grand que la formation ne soit pas en phase avec le marché du travail. Ce modèle est très répandu en Europe du nord. Cependant, de nombreux jeunes doivent effectuer des stages, alors que les apprentis en Suisse qui ont terminé leur formation professionnelle gagnent déjà de l'argent. Le chômage des jeunes est également souvent plus élevé dans ces pays, contrairement à la situation observée dans les

pays qui connaissent l'apprentissage. La perméabilité entre les écoles gymnasiales et professionnelles est de facto inexistante en Europe du nord, la formation professionnelle connaît un taux d'abandon élevé, et par rapport aux études universitaires, le milieu social joue un rôle déterminant. En Suisse, un changement d'orientation reste toujours possible. La perméabilité garantit ainsi l'égalité des chances.

Figure 4

Chômage des jeunes (15-24 ans) par rapport aux jeunes en emploi

► En 2018, en %



Source : OCDE (2019)
www.economiesuisse.ch

Le système éducatif offre de meilleurs leviers

→ **Renforcer le système éducatif d'aujourd'hui est le meilleur moyen pour le marché du travail de demain.**

Vu le succès du système de formation professionnelle duale en Suisse, l'appel à une augmentation générale du taux de maturités gymnasiales a de quoi surprendre. Les dangers d'un accès facilité aux écoles gymnasiales, présentés au chapitre précédent, font sérieusement douter d'un avantage réel pour la société. Il n'y aura sans doute pas davantage de jeunes formés en fonction de leurs capacités et aptitudes ni davantage de professionnels qualifiés recherchés. La formation professionnelle et la maturité gymnasiale permettent toutes deux d'accéder à une qualification supérieure du degré tertiaire et notre pays a besoin de plus de diplômés ayant suivi l'un comme l'autre de ces parcours. Mais quels sont les leviers pour préparer idéalement les jeunes aux défis et au marché du travail de demain?

→ **La renommée de la formation professionnelle doit rester intacte. Il faut informer plus, éviter qu'elle ne soit supplantée par les écoles secondaires supérieures et maintenir une perméabilité élevée.**

Renforcer la position de la formation professionnelle

Les jeunes effectuant un apprentissage font déjà leurs premiers pas dans le monde économique et ont, souvent à même pas 20 ans, en poche un diplôme qui leur permet d'accéder à de nombreuses filières de formation ultérieure du degré tertiaire. L'innovation et la réussite professionnelle ne sont pas l'apanage des diplômés de l'enseignement secondaire supérieur. Un contact précoce avec le monde du travail suscite tout autant de belles carrières. Les bonnes idées pour des produits et services nouveaux ou améliorés, des processus optimisés ou des solutions de distribution innovantes naissent bien souvent de la confrontation directe à des problèmes pratiques. Voici les mesures jugées efficaces par les milieux économiques pour renforcer un système de formation professionnelle duale qui a fait ses preuves:

- **Impliquer les parents dans les cours d'orientation professionnelle:** En première et deuxième années de l'école secondaire, les élèves approfondissent la question du choix d'une profession. Ils apprennent quels métiers impliquent quelles activités et découvrent une vaste gamme de celles-ci. Ils doivent aussi étudier l'offre ainsi que leurs aspirations et leurs compétences. Les formations postobligatoires (maturité professionnelle, formation professionnelle supérieure, hautes écoles spécialisées) leur sont également expliquées. Ces cours d'orientation professionnelle doivent être obligatoires pour tous les élèves du degré secondaire I et donc aussi pour ceux qui ont rejoint un Langzeitgymnasium (dans certains cantons alémaniques, gymnase version longue débutant directement après l'école primaire). Comme la pression en faveur d'une maturité gymnasiale vient souvent des parents (de formation universitaire), il faut mieux les associer au choix d'une profession. Cela vaut en particulier aussi pour les parents étrangers, moins au fait de notre système éducatif. Tous doivent réfléchir aux options de formation (professionnelle) correspondant le mieux aux aptitudes, aux compétences et à la motivation de leur enfant.
- **Renforcer la maturité professionnelle en cours d'apprentissage (MP 1):** La maturité professionnelle s'obtient soit par la formation professionnelle initiale (MP 1), soit par une formation post-apprentissage de deux semestres au moins (MP 2). Les entreprises sont encouragées à promouvoir et soutenir activement la fréquentation de l'école de maturité professionnelle durant l'apprentissage. C'est le

moyen le plus efficace de s'assurer que les jeunes restent dans le processus de travail sans devoir quitter la pratique professionnelle pendant deux semestres. Le parcours de la MP 1 est en outre plus rapide: après l'apprentissage, qui dure quatre ans au plus, il est possible de passer directement à une école supérieure.

- **Réduire l'offre des écoles de culture générale:** À l'instar des écoles gymnasiales, les écoles de culture générale (ECG) et de commerce (EC) sont des écoles d'enseignement général du degré secondaire II. Elles suivent l'école obligatoire, gardent une grande part d'enseignement général tout en approfondissant l'orientation professionnelle. Pour certains champs professionnels, elles préparent ainsi à une formation auprès d'une école supérieure ou à des études auprès d'une haute école pédagogique ou spécialisée. Il est donc primordial que les écoles de culture générale – entièrement financées par l'État – n'affaiblissent pas l'apprentissage. La grande confiance dans les filières d'enseignement usuelles doit rester intacte. Dès lors, il convient de réduire l'offre des écoles de culture générale, à l'exception des filières directes comme la pédagogie ou le travail social.
- **Renforcer la qualité et la perméabilité:** Une perméabilité maximale au sein de notre système est indispensable au bon déroulement des parcours de formation. Après l'apprentissage, les jeunes peuvent choisir entre de nombreuses filières du degré tertiaire, des écoles supérieures ou menant à un diplôme fédéral par exemple. Une maturité professionnelle obtenue durant ou après l'apprentissage permet en outre de rejoindre une haute école spécialisée sans passer d'examen. Enfin, un diplôme de haute école spécialisée donne accès à la plupart des cursus universitaires. Cette perméabilité doit absolument être maintenue, tout en réévaluant et améliorant constamment la qualité de l'apprentissage. L'objectif du premier diplôme dans la formation professionnelle initiale doit être d'assurer l'employabilité et d'ouvrir un large éventail d'activités dans le champ professionnel. Le premier diplôme constitue la base des spécialisations ultérieures.

→ La qualité des écoles gymnasiales suisses est essentielle. Il faut plus d'informations, plus de transparence et des normes plus uniformes.

Améliorer la qualité des écoles gymnasiales

La maturité suisse doit rester le certificat d'entrée, sans examen, aux études universitaires. Elle doit également attester d'une profonde maturité sociale et, pour cela, rendre les jeunes aptes à gérer les enjeux sociaux de façon constructive en leur apprenant à penser en réseau et à appliquer de vastes connaissances et compétences professionnelles. Sa qualité ne doit en aucun cas être compromise si l'on veut préserver cette particularité de notre système éducatif. L'objectif des écoles gymnasiales est de préparer les bacheliers de manière générale aux études universitaires. Toute volonté politique d'imposer un taux fixe de maturités aux cantons ou écoles doit être rejetée, tout comme une augmentation générale de ce taux. La maturité gymnasiale doit redevenir un label de qualité:

- **Introduire des cours d'orientation universitaire:** Au lieu de courtiser les étudiants tels des clients, pour en attirer le plus possible, les universités ont aussi le devoir de veiller à ce que les choix d'études s'effectuent de façon consciente. Il faut que les futurs étudiants sachent dans quoi ils s'engagent et quelles filières correspondent à leurs compétences. Les écoles gymnasiales, quant à elles, doivent prévoir suffisamment de temps, pendant les cours, pour cette orientation universitaire. Par ailleurs, il incombe aux universités d'informer les étudiants des possibilités de carrière. Pour les filières à la mode notamment, les candidats doivent être

clairement informés des perspectives sur un marché saturé dans leur domaine – et sur d'autres cherchant réellement du personnel qualifié.

- **Définir des standards de formation contraignants:** Comme avec l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS), des standards de formation contraignants et des mesures de performance comparables des écoles devraient être introduits aussi pour la maturité gymnasiale. Il faut un consensus sur le noyau de l'aptitude générale aux études supérieures. Il ne s'agit pas seulement d'impliquer les cantons le plus étroitement possible, mais aussi d'offrir un guide clairement formulé à toutes les parties prenantes. Face à la pénurie de compétences, il est surtout important de ne rien concéder dans les branches fondamentales que sont les mathématiques et la langue d'enseignement. Elles sont essentielles à l'acquisition de nouvelles compétences. À l'ère de la numérisation, les branches MINT doivent en outre occuper une place importante.
- **Moyenne générale contraignante aussi au Langzeitgymnasium:** Dans beaucoup de cantons, le gymnase commence après la deuxième ou troisième année du secondaire I et dure quatre ans. Le passage au niveau secondaire II s'effectue parfois sur test d'admission, avec une moyenne générale minimale. Proposé dans certains cantons, le Langzeitgymnasium requiert un examen d'admission. Il fait directement suite à l'école primaire et dure six ans. Les élèves en question ne sont pas confrontés au choix d'une profession jusqu'à la maturité. Pour l'admission à une école de maturité gymnasiale version courte, il faut une note de 4,5 dans les trois matières suivantes: première langue, langue étrangère et mathématiques. Ce critère ne s'applique pas aux élèves du cursus long, qui ont la possibilité de compenser – en partie – les notes insuffisantes. Un 4 en français, un 3,5 en anglais et un 3,5 en mathématiques peuvent alors suffire pour poursuivre la formation. Après deux ans du cursus long, il faut appliquer à ces élèves les mêmes exigences qu'à ceux du secondaire: les notes au Langzeitgymnasium doivent être au moins égales à celles requises pour passer de l'école secondaire au gymnase version courte. Cela instaurerait une plus grande équité entre les deux cursus et garantirait que les parents et les enfants se penchent sur les choix d'une profession pendant le Langzeitgymnasium.
- **Accroître la transparence:** L'Office fédéral de la statistique recueille certes les données quant à la réussite universitaire des titulaires de maturité, mais ne les publie pas. Et les cantons, qui peuvent pourtant accéder à ces données, ne le font pas pour la plupart. C'est un problème. Les taux de réussite à l'université indiquent objectivement si les différentes écoles de maturité gymnasiale ont atteint leur objectif éducatif premier, à savoir préparer à des études dans les filières du degré tertiaire. Évidemment, les comparaisons peuvent être désagréables pour certaines écoles, surtout si elles se trouvent en fin de classement. La concurrence engendrée contribue pourtant à améliorer leur qualité. À long terme, cela est dans l'intérêt de toutes les parties impliquées, surtout au regard de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Par conséquent, les taux de réussite des étudiants à l'université doivent être publiés pour chaque école gymnasiale.

Inclure des cours de formation et de formation continue

La voie royale pour une vie sociale et professionnelle réussie? C'est aussi bien la maturité gymnasiale que l'apprentissage. Les écoles secondaires supérieures tout comme la formation professionnelle sont capitales pour donner aux jeunes le bagage nécessaire sur le marché du travail de demain et couvrent des aspects importants de la formation de base. Cependant, les offres de formation et de formation continue qui s'ensuivent – surtout du degré tertiaire – sont tout aussi centrales pour une adaptation continue aux changements sociaux et technologiques. Cela concerne les universités et hautes écoles spécialisées, mais aussi et surtout la formation professionnelle supérieure:

- **Améliorer le prestige de la formation professionnelle supérieure:** La formation professionnelle supérieure est une particularité suisse – et un modèle auquel la Suisse doit grandement son succès. La qualité des diplômés en apporte une preuve éclatante. Aujourd'hui, le gros des coûts est supporté par les employeurs et les diplômés. Des partenaires issus du monde du travail sont en outre coresponsables des contenus, ce qui assure une meilleure orientation selon les besoins économiques. Il est important de renforcer le prestige de la formation professionnelle supérieure, surtout pour qu'elle ne soit pas supplantée par la formation du niveau des hautes écoles.
- **Maintenir la différenciation des profils universitaires:** Un premier diplôme académique doit être une assise solide et relativement large, avec un faible degré de spécialisation. Il garantit la perméabilité du système et l'accès à d'autres formations. La spécialisation n'intervient qu'une fois la formation de base accomplie, avec un bachelor dans une université suisse par exemple. Les différentes caractéristiques des universités et hautes écoles spécialisées doivent alors être prises en compte. À l'instar des universités très bien classées en comparaison internationale, les hautes écoles spécialisées qui misent davantage sur la pratique professionnelle ont elles aussi un gros avantage sur la concurrence. Aujourd'hui, ces deux types de hautes écoles se distinguent avant tout par le certificat d'admission (maturité gymnasiale ou professionnelle). Leur profil devrait donc être renforcé surtout à cet égard.
- **Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie:** Les exigences changeantes posées aux travailleurs – tous niveaux de qualification confondus – appellent des efforts accrus de formation continue tout au long du parcours professionnel. En réaction à l'évolution démographique et à la pénurie de travailleurs qualifiés, le potentiel de main-d'œuvre des employés plus âgés doit être mieux exploité. En conséquence, les offres de formation et de formation continue doivent mieux adresser les étapes de carrière ultérieures. À l'avenir, la frontière entre la formation «classique» et la formation continue s'estompera. Seule une approche modulaire et flexible permet de véritablement vivre le concept de l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'agit de créer une boîte à outils dont les éléments de formation et de formation continue puissent être utilisés selon les besoins, le tout dans un cadre aménagé de façon que les différents secteurs puissent développer des solutions sur mesure convenant à leur situation spécifique.

Conclusion: améliorons la qualité au lieu de la quantité!

La pénurie de main-d'œuvre spécialisée est une préoccupation majeure en Suisse: l'évolution démographique et les progrès technologiques placent l'économie et la société devant des défis complexes. L'évolution des profils professionnels et des structures économiques qui en découlent n'est pas un phénomène nouveau. Cependant, la numérisation accélère désormais ce changement. Parallèlement, on constate que les exigences à l'égard des travailleurs s'accroissent. De plus en plus d'activités de routine sont automatisées et les activités exigeantes sont en augmentation. La flexibilité gagne aussi en importance.

En Suisse, les deux tiers des écoliers optent pour une formation professionnelle de base au terme de la scolarité obligatoire. Le fait que le système de formation soit fortement orienté sur le marché du travail offre des conditions idéales pour trouver des réponses appropriées à des changements structurels rapides et à des exigences accrues. Ce faisant, on garantit la prise en compte des besoins des entreprises dans la formation. Cela permet aussi aux jeunes de suivre une formation de qualité en fonction de leurs compétences et de leurs préférences, quels que soient leurs résultats scolaires.

Pour relever les défis de demain, il n'est pas nécessaire d'augmenter la proportion d'élèves allant dans une école de maturité gymnasiale. La demande de travailleurs qualifiés devrait plutôt être satisfaite via la formation professionnelle et, au niveau des hautes écoles, via des études dans des hautes écoles spécialisées ou des écoles techniques supérieures. Cela préservera et renforcera même activement un système de formation suisse, qui est ouvert, perméable et engagé en faveur de l'égalité des chances, avec ses filières académiques et professionnelles. En effet, la grande capacité d'innovation des entreprises suisses dépend étroitement de ce système. L'expérience montre que l'innovation n'est pas réservée aux académiciens mais qu'elle est bien souvent le fait de personnes entrées en contact avec le monde professionnel tôt. Les bonnes idées pour des produits et services nouveaux ou améliorés, pour des processus optimisés ou pour des solutions de distribution innovantes naissent très souvent en contact direct avec un problème pratique. Elles ne requièrent pas nécessairement un diplôme universitaire. L'apprentissage ainsi que les formations professionnelles supérieures (écoles techniques supérieures et leurs examens) et hautes écoles spécialisées sont également essentiels pour fournir à l'économie des travailleurs qualifiés. Cela ne diminue en rien l'importance des écoles de maturité gymnasiale et des universités. Elles restent indispensables pour la place économique et la place scientifique suisse.

Avant tout il est important de reconnaître les avantages du système de formation actuel: une combinaison judicieuse de formations fondées sur un apprentissage et sur les écoles de maturité gymnasiale est ici décisive. L'objectif des réformes doit toujours être d'améliorer la qualité et non de fixer un quota.

-
1. Credit Suisse (2017), Stratégies face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée
 2. SEFRI (2019), Baromètre des transitions - décisions en matière de formation après la scolarité obligatoire
 3. Université de Zurich (2008) Évaluation de la réforme de la maturité de 1995
 4. SEFRI (2019): Contribution de la formation professionnelle à l'innovation
 5. gfs.bern (2018): Baromètre des transitions d'avril 2018